



## **AFRIQUE/MALI - Déclaration du Président par intérim à son retour au Mali : « je pardonne à mes agresseurs »**

Bamako (Agence Fides) – « Je pardonne à mes agresseurs » a affirmé le Président par intérim du Mali, Dioncounda Traoré, à son retour dans son pays après une longue période de convalescence en France rendue nécessaire par les blessures causées par l'agression qu'il a subi à l'intérieur du Palais présidentiel en mai dernier (voir Fides 22/05/2012).

Traoré a été accueilli le 27 juillet à l'aéroport de Bamako par le Premier Ministre de transition, Sheick Modibo Diarra. Le Président par intérim devra immédiatement agir afin de former d'ici le 31 juillet un gouvernement d'unité nationale comme cela a été demandé par les pays voisins qui, dans le cas contraire, menacent le Mali de sanctions.

Les Etats limitrophes avec le Mali sont en effet particulièrement préoccupés par l'instabilité du pays divisé entre un nord qui est aux mains de groupes islamiques qui ont marginalisé le Mouvement de libération nationale de l'Azawad (MNLA), aconfessionnel, et un sud où règne l'instabilité politique suite au coup d'Etat militaire du 22 mars. La communauté internationale – et en particulier les Etats-Unis, la France et les Etats d'Afrique occidentale – a exercé de fortes pressions afin d'entamer un processus de transition permettant en fin de compte de rétablir la légalité et la démocratie. Les divisions politiques empêchent en effet Bamako d'affronter la crise qui sévit dans le nord du pays, où la présence de mouvements islamistes alarme les Etats limitrophes et occidentaux.

La diplomatie française s'est activée afin de promouvoir une initiative africaine tant sur le plan de la négociation – en particulier en lançant des colloques avec le MNLA – qu'éventuellement au plan militaire. La proposition d'envoyer dans le nord du Mali une mission militaire africaine – disposant de l'appui de la France et d'autres pays – n'est cependant pas bien vue par la majorité des maliens qui préféreraient une solution « malienne » passant au travers d'une large consultation de l'ensemble des composantes politiques et sociales du pays.

Mais une solution « malienne » à la crise du nord présuppose la création d'un gouvernement d'unité nationale reconnu et accepté par tous. Et c'est là le défi que devra relever Traoré au cours de ces prochains jours. (L.M.) (Agence Fides 28/07/2012)